

La consommation des Français, toujours en berne

LE MONDE | 29.11.2013 à 11h39 • Mis à jour le 29.11.2013 à 11h42 | Par Anne Eveno

L'affichage n'incite pas aux réjouissances. En octobre, les dépenses effectuées pour acquérir des biens – qui représentent la moitié de la consommation totale – ont reculé de 0,2%, selon les chiffres publiés par l'Insee vendredi 29 novembre. Après les replis déjà enregistrés en septembre (- 0,1%) et en août (- 0,3%), ces données ne sont pas encourageantes.

Mais elles doivent être relativisées puisque, comme le note l'Insee, c'est le fort repli des dépenses en énergie (- 4,9%), qui explique le recul d'octobre. « *Les températures ont été supérieures aux moyennes saisonnières, ce qui a eu un impact sur les dépenses d'énergie* », dit Laurent Clavel, chef de la division synthèse conjoncturelle de l'institut. Hors énergie, les dépenses de consommation en biens ont en fait progressé de 0,6%.

Quoi qu'il en soit, nombre d'économistes pensent que la France ne peut désormais plus compter sur la consommation pour alimenter sa croissance, comme cela a été le cas ces quinze dernières années.

« *Nous entrons aujourd'hui dans une phase où le partage des revenus va être défavorable aux salariés pendant quelques années, avec une part de la consommation dans la richesse nationale [produit intérieur brut, PIB] qui va baisser. C'est une période qui va ressembler au chemin qu'avait emprunté l'Allemagne au début des années 2000* », explique Jean-Christophe Caffet, économiste chez Natixis.

« *Nous avons fait un mauvais mois d'octobre. La crise est comparable à celle de 2008. Et l'ambiance politico-fiscale ajoute à l'inquiétude générale pour le futur. Résultat, nos clients ne consomment pas* », commente le président du directoire des Galeries Lafayette Philippe Houzé.

« *Ceci étant, depuis deux semaines, nous observons un léger frémissement. La baisse des températures et les décorations de Noël poussent les clients à desserrer les cordons de la bourse*, observe-t-il. *Mais cela va-t-il continuer ?* »

HAUSSE DES IMPÔTS

Après une année 2012 calamiteuse du fait d'un pouvoir d'achat en recul de 0,9 %, les dépenses de consommation devraient rebondir légèrement sur l'ensemble de 2013. L'Insee parie sur une progression de 0,4 % de la consommation totale sur l'année, après un recul de 0,4 % en 2012.

En moyenne, les dépenses en biens devraient, elles, progresser de 1,4 % à 1,6 % sur 2013 relève Laurent Clavel. « *C'est un rythme inférieur à celui observé avant la crise* », dit-il.

« *La fin d'année va être difficile* », prédit Pascale Hébel, directrice du département consommation au Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc).

A cela deux raisons, selon la chercheuse. La première : les Français ont été contraints de dépenser plus que de coutume au deuxième trimestre pour faire face à des coûts plus importants que prévu sur l'énergie.

La seconde : les impôts. Selon les prévisions de l'Insee, « *les mesures votées pour 2013 induisent des hausses de prélèvements de l'ordre de 1,1 point de revenu des ménages sur l'année dont environ la moitié, notamment celles relatives aux impôts sur le revenu et sur la fortune, affecterait le revenu des ménages au second semestre* ».

A moins d'un mois de Noël, les Français ne semblent donc guère enclins à casser leur tirelire ou à puiser dans leur épargne. « *Ils reportent les achats importants. Même la perspective d'une hausse de la TVA au 1^{er} janvier ne provoque pas des dépenses par anticipation* », note M^{me} Hébel, contrairement à ce qui avait été observé en Allemagne en 2006, avant l'augmentation de trois points de la TVA en 2007. Sans doute faut-il y voir les effets de plusieurs années consécutives de crise.

BONNE SURPRISE AU QUATRIÈME TRIMESTRE ?

Jean-Christophe Caffet n'est pas aussi catégorique : « *Il est possible qu'il y ait au total une bonne surprise au quatrième trimestre. Devançant la hausse de la TVA, certains ménages pourraient anticiper certaines grosses dépenses, dans l'automobile notamment.* »

Dans un tel cas de figure, il faudra s'attendre à un contre-coup négatif en 2014, modère l'économiste de Natixis.

En fait observe, M. Clavel, le rythme actuel de la consommation, même s'il est inférieur à celui observé avant 2008, demeure supérieur à la progression du pouvoir d'achat.

L'Insee s'attend à une progression de 0,5 % de ce dernier en 2013. « *Cela signifie que les ménages puisent actuellement dans leur épargne mais aussi que la consommation ne pourra pas suivre ce rythme encore très longtemps sans une hausse du pouvoir d'achat* », prédit-il.

Ou – et c'est la conviction de M. Caffet –, la France doit faire le deuil d'un modèle qui, depuis quinze ans, faisait de la consommation le moteur principal de la croissance.

« *Les entreprises vont devoir restaurer leurs marges, pour à terme investir et regagner en compétitivité* », dit M. Caffet pour qui, depuis 2008, ce sont les entreprises qui ont encaissé l'essentiel du choc sur les revenus sans que parallèlement le salaire par tête ne ralentisse véritablement.

L'ajustement sur la masse salariale – et ce malgré les annonces en rafale de plans sociaux – n'aurait pas vraiment commencé. L'économiste estime les sureffectifs entre 150 000 à 180 000 postes.

Les Français vont donc devoir s'habituer à réduire leur train de vie. Une situation qui induit l'émergence de nouvelles habitudes où le maître mot est la « *frugalité* », selon Mme Hébel.

De nouveaux modes de consommation s'installent : les achats d'occasion, les comportements collaboratifs, le repli sur la famille et le cocooning...

Ils pourraient s'installer durablement si certains acteurs économiques prenaient le relais. Ikea par exemple s'est lancé dans la vente de meubles d'occasion ; le marché automobile est, lui, marqué par le développement de nouvelles formes de mobilité comme le covoiturage ou les systèmes de libre-service dans les villes.